

La tentation de la régionalisation éducative.

Certains candidats à la Présidence de la République n'y vont pas par quatre chemins : ils choisissent de passer par la route des régions pour décharger la République de son obligation régalienne d'instruire et d'éduquer toute la jeunesse du pays.

Et qui doit faire les frais de cette rupture éducative ? L'Enseignement pro, évidemment !

Avec des nuances, FILLON et MACRON sont bien résolus à mettre fin à l'**évolution révolutionnaire** initiée par Jean ZAY quand il décida que l'Enseignement Professionnel devait relever de l'Education Nationale.

D'ailleurs, pour FILLON, comme pour LA PEN aussi, l'apprentissage est une bien meilleure formule de formation que celle qui se donne dans les lycées professionnels. Il s'agit bien entendu d'un apprentissage qui n'est à aucun moment encadré par l'institution scolaire, le patron suppléant sans doute à ce que l'Ecole de la République est pourtant la seule à pouvoir donner : une instruction et une éducation destinées à former des citoyens et des républicains capables de penser par eux-mêmes et d'organiser librement leur vie et leur avenir.

Certes, les régions sont depuis longtemps en charge de la formation professionnelle ... Mais de là, à leur confier l'enseignement pro !

C'est pourtant, pour les candidats favorables à ce transfert, la solution idéale pour que les formations données dans les lycées pro soient adaptées aux besoins locaux du patronat. Autrement dit, une véritable **régression réactionnaire** ! Comme si le destin des élèves, du moins de certains d'entre eux, devait être de devenir non pas des citoyens mais des pourvoyeurs d'employabilité au seul service des entreprises locales. Comme si, également, il n'était pas établi que les « besoins » des entreprises sont en général très changeants... De là à concevoir des LP régionalisés fournissant le minimum de qualification aux élèves qui devenus salariés devront, chez les patrons du coin, être réadaptés et réadaptés en permanence, au prix d'une formation succincte et sur le tas : le niveau des rémunérations sera lui adapté au plus bas possible...

Cette conception libérale du futur travailleur l'asservit aux intérêts d'une classe sociale et lui enlève tout droit à l'émancipation. Elle va de pair avec la sape constante de l'indivisibilité de la République et l'effritement de la souveraineté nationale par une décentralisation qui crée des notables locaux, liés aux intérêts des capitalistes du cru : une territorialisation malsaine et antidémocratique.

Messieurs FILLON, MACRON et consorts pensent-ils que les PLP accepteront si facilement de devenir des agents territoriaux, alors qu'ils sont recrutés nationalement comme les certifiés et les agrégés, ce qui est leur droit et leur dignité ?

Croient-ils aussi que plus de mille ans d'effort d'unification centralisatrice s'effacent d'un coup de baguette magique pour l'intérêt des nantis locaux et que le tribalisme est l'avenir de la France ?

Ou ces Messieurs sont des fous, ou ce sont des pervers.

Au lendemain du trentième anniversaire de la création du bac pro (une autre **avancée révolutionnaire** due à Jean-Pierre CHEVENNEMENT) ces projets antirépublicains et antidémocratiques concernant l'enseignement professionnel public sont une honteuse provocation qui doit entraîner la réprobation de tous ceux qui malgré tout font confiance à l'Ecole de la République, pour peu qu'elle soit entre des mains honnêtes.

Il est vrai qu'après le quinquennat de SARKHOSI qui a saboté l'enseignement pro, celui de HOLLANDE l'a laissé se dégrader jusqu'au pourrissement.

Faut-il pour autant l'étrangler jusqu'à ce que mort s'en suive ?

La voie professionnelle de formation initiale est une voie d'excellence pour peu qu'on lui donne les enseignants qualifiés en nombre suffisant, des programmes et leur mise en œuvre pilotés nationalement, des perspectives de poursuite d'étude dans le supérieur bien définies et respectées. Les mauvais bergers soignent mal leurs ouailles ; en sont-elles moins bonnes pour autant ? Chassons les mauvais bergers. Non seulement les loups n'entreront plus dans la bergerie mais les troupeaux prospéreront.

Monsieur MACRON, Monsieur FILLON vous êtes de mauvais bergers. En dépit de vous, les LP, leurs élèves et leurs maîtres resteront à l'Ecole de la République !